

1^{er} semestre

INTRODUCTION

Section I - Le droit administratif, un droit de l'administration

Sous-Section 1 – Identification de l'administration

§ 1 – L'administration au sens organique

A – Les autorités étatiques

1 – Les autorités centrales

a – Les organes de décision

- Le Président de la République et le Premier ministre
- Les ministres

b – Les organes de conseil et de contrôle

- Les organes consultatifs
- Les organes de contrôle

c – Les autorités administratives indépendantes

2 – Les autorités déconcentrées

a – La déconcentration

b – L'administration territoriale d'État

- Le département, circonscription déconcentrée
- La région, circonscription déconcentrée

B – Les autorités décentralisées

1. – La décentralisation

a – La notion de décentralisation

b – Le pouvoir de tutelle

- La panoplie théorique
- Les pouvoirs du préfet depuis 1982

2 – Les collectivités locales de droit commun

a – La commune

- Les organes communaux
- Les compétences communales
- La coopération intercommunale

b – Le département

- Les organes
- Les compétences

c – La région

- Les organes
- Les compétences

3 – Les collectivités locales à statut dérogatoire

C – Les autres institutions administratives

1 – Les établissements publics

2 – Les entreprises publiques

§ 2 – L’administration au sens matériel	
§ 3 – Combinaison des sens organique et matériel de l’administration	
<u>Sous-Section II – La soumission de l’administration au droit</u>	
§ 1 – Les étapes de la soumission	
§ 2 – La soumission à quel droit ?	
<u>Section II – Le droit administratif, droit spécifique à l’administration</u>	
<u>Sous-Section I – Le champ du droit administratif</u>	
<u>Sous-Section II – Les origines du droit administratif</u>	
§ 1 – Les origines historiques	
§ 2 – L’absence de fondement théorique	
<u>Sous-Section III – Les caractères du droit administratif</u>	
§ 1 – Un droit autonome	
§ 2 – Un droit essentiellement jurisprudentiel	
IERE PARTIE	
LES SOURCES DU DROIT ADMINISTRATIF	
Chapitre I – Les sources affirmées	
<u>Section I – Les normes constitutionnelles</u>	
<u>Sous-Section 1 – Les normes constitutionnelles de droit administratif</u>	
§ 1 – Le corps de la Constitution	
§ 2 – Le Préambule	
A - La normativité du Préambule	
1 – La valeur juridique du Préambule	
2 – L’opposabilité des dispositions du Préambule	
B - Les principes du Préambule	
1 – Les principes contenus dans la Déclaration des Droits de l’Homme	
2 – Les principes proclamés dans le Préambule de 1946	
3 – Les principes évoqués par le Préambule de 1946	
4 – Les droits et devoirs posés dans la Charte de l’environnement	
<u>Sous-Section 2 – Le respect des normes constitutionnelles en droit administratif</u>	
§ 1 – Le recul de la théorie de la loi écran	
A – Le refus du juge administratif de contrôler la constitutionnalité des lois	
B – La remise en cause progressive de la théorie de la loi-écran	
1 – Les limites de la théorie	
2 – Le contournement de la loi-écran	
a – Le contrôle indirect par le changement de norme de référence	
b – Le contrôle indirect par le changement de juge	
§ 2 – L’interprétation de la Constitution	
<u>Section II – Les normes internationales</u>	
<u>Sous-Section 1 – La notion de norme internationale</u>	
§ 1 – La définition de la norme internationale	
§ 2 – Les conditions de la normativité des normes internationales	

Sous-Section 2 – La place des normes internationales en droit administratif

§ 1 – La place par rapport à la Constitution

A – Les dispositions et jurisprudences constitutionnelles

B – La jurisprudence administrative

§ 2 – La supériorité à la loi

Sous-Section 3 – Le respect des normes internationales en droit administratif

§ 1 – Le respect par les actes administratifs

A – Le respect du droit originaire

B – Le respect du droit dérivé

1 – L’opposabilité des directives aux actes administratifs réglementaires

2 – L’opposabilité des directives aux actes administratifs individuels

§ 2 – Le respect par les lois

A – Les palliatifs

1 – L’interprétation des traités

2 – L’utilisation des principes de règlement des conflits de lois dans le temps

B – La sanction de la hiérarchie

1 – Le refus initial

2 – Le revirement

a – la portée du revirement

b – les conséquences du revirement

Chapitre II – Les sources affaiblies

Section I – Les normes légales et réglementaires

Sous-Section 1 – Les domaines respectifs

§ 1 – Le régime normal

A – La délimitation des domaines

1 – Le schéma théorique

2 – La pratique

B – La sanction de la délimitation

1 – La protection du domaine réglementaire

2 – La protection du domaine législatif

§ 2 – Les régimes exceptionnels

A – Les ordonnances de l’article 38

1 – L’habilitation

2 – La nature juridique des ordonnances

a – L’ordonnance non ratifiée

b – L’ordonnance ratifiée

B – L’article 16

Sous-Section 2 – L’autorité respective

§ 1 – La loi

§ 2 – Le règlement

A – Les titulaires du pouvoir réglementaire

- 1 - Le Premier ministre et le Président de la République
 - a – Le pouvoir réglementaire général
 - b – Le pouvoir réglementaire de police
- 2 - Les ministres
- 3 - Les autorités administratives indépendantes
- 4 - Les titulaires à l'échelon local
 - a – Les autorités déconcentrées
 - b – Les autorités décentralisées
- 5 - Les personnes privées
- B – L'autorité des actes réglementaires
 - 1 – La qualité de source du droit des actes réglementaires
 - 2 – La hiérarchie des actes administratifs
 - 3 – La contestabilité des actes réglementaires

Section II – Les normes jurisprudentielles

Sous-Section 1 – L'élaboration des normes jurisprudentielles

- § 1 – Les auteurs des normes jurisprudentielles
- § 2 – La méthode d'élaboration des normes jurisprudentielles

Sous-Section 2 - Le contenu des normes jurisprudentielles

Sous-Section 3 – L'autorité des normes jurisprudentielles

- § 1 – La valeur juridique
- § 2 – La conciliation avec la jurisprudence constitutionnelle

DEUXIEME PARTIE

L'ORDRE JURIDICTIONNEL ADMINISTRATIF

Chapitre I – L'organisation de l'ordre juridictionnel

Section I – L'administration et ses juges

Sous-Section 1 – Les rapports de l'Administration et de ses juges

- § 1 – La séparation organique
- § 2 – Les liens fonctionnels
 - A – Le juge administrateur
 - B – L'administrateur juge

Sous-Section 2 – La notion de juridiction administrative

- § 1 – La qualité de juridiction
- § 2 – La qualité de juridiction administrative

Section II – Les juges de l'administration

Sous-Section 1 – Les juridictions compétentes

- § 1 – Le Conseil d'État
- § 2 – Les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
- § 3 – Les juridictions administratives spéciales

Sous-Section 2 – La compétence des juridictions

- § 1 – Le premier ressort
- § 2 – L'appel
- § 3 – La cassation

Chapitre II - Les recours juridictionnels

Section I – La distinction des recours.

Sous-Section 1 – Les contentieux des actes

§ 1 – L’annulation

§ 2 – La déclaration

A – Le recours en déclaration d’inexistence

B – Le recours en appréciation de légalité

C – Le recours en interprétation

§ 3 – La réformation

Sous-Section 2 – Les contentieux des personnes

§ 1 – La protection des droits

§ 2 – La répression des infractions

Section II – L’exercice des recours

Sous-section 1 – La recevabilité *ratione personae*

§ 1 – L’intérêt à agir

A – L’intérêt collectif

B – L’appréciation de l’intérêt à agir

§ 2 – La représentation

§ 3 – La limitation des recours des personnes publiques

Sous-section 2 – La recevabilité *ratione materiae*

§ 1 – La nécessité d’une décision

A – L’identification d’une décision

1 – L’existence d’une décision

2 – La qualité de décision

B – Les exceptions

1 – Les recours dirigés contre des actes administratifs non décisifs

2 – Les recours dirigés contre aucun acte administratif

§ 2 – L’insuffisance d’une décision

A – Les actes préparatoires

B – Les mesures d’ordre intérieur

Sous-section 3 – La recevabilité *ratione temporis*

§ 1 – Le délai

A – Le déclenchement

1 – Le type de publicité

2 – Les caractères de la publicité*

B – La prorogation

C – La dispense

§ 2 – L’expiration du délai

A – Les conséquences sur les recours par voie d’action

1 – L’irrecevabilité des recours déposés hors délai

2 – La cristallisation des recours déposés dans les délais

a – La cristallisation de la nature du recours

b – La cristallisation de la cause juridique du recours

B – La contestation par voie d’exception

Section III - L'examen des recours

Sous-section 1 - Les recours avant le jugement

§ 1 - La suspension des actes administratifs

§ 2 - Les autres procédures de référé

Sous-section 2 - Le jugement des recours

§ 1 - L'audience

§ 2 - Le jugement

Sous-section 3 - Les recours contre le jugement

§ 1 - L'appel

§ 2 - La cassation

IIIEME PARTIE – LA COMPETENCE DE L'ORDRE JURIDICTIONNEL ADMINISTRATIF

Chapitre I - Les litiges mettant en cause le principe de séparation des pouvoirs

Section I - Les pouvoirs traditionnels

Sous-section 1 - Le pouvoir judiciaire

§ 1 - La participation du pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire

§ 2 - La répartition des compétences à l'égard du pouvoir judiciaire

A - L'organisation de la justice judiciaire

B - Le fonctionnement de la justice judiciaire

1 - Le principe de la compétence judiciaire

2 - La compétence d'exception des juridictions administratives

Sous-section 2 - Les pouvoirs législatif et exécutif

§ 1 - La compétence à l'égard du pouvoir législatif

A - Les actes législatifs

B - Les actes des services parlementaires

§ 2 - La compétence à l'égard du pouvoir exécutif

Section II - Les pouvoirs méconnus

Sous-section 1 - Le pouvoir fédératif

§ 1 - La compétence à l'égard des normes internationales

§ 2 - La compétence à l'égard des activités du pouvoir fédératif

Sous-section 2 - Le pouvoir de suffrage

Chapitre II – Les litiges mettant en cause le principe de séparation des autorités

Section I - Les principes

Sous-section 1 - Le contentieux des actes

§ 1 - Le contentieux des actes administratifs

A - Le contentieux par voie d'action

B - Le contentieux par voie d'exception

1 - L'incompétence du juge judiciaire non répressif

2 - La compétence du juge judiciaire répressif

§ 2 - Le contentieux des actes de droit privé

Sous-section 2 - Le contentieux des services publics

§ 1 - La distinction des personnes publiques et privées

- § 2 – Les services publics gérés par des personnes privées
- § 3 – Les services publics gérés par des personnes publiques
 - A – Le contentieux des SPA
 - B – Le contentieux des SPIC
 - 1 – Les relations avec les usagers
 - a – Le bloc de compétence judiciaire
 - b – La qualité d’usager
 - 2 – Les relations avec les tiers
 - 3 – Le contentieux avec les agents

Sous-section 3 – Les contentieux réservés au juge judiciaire

- § 1 – La gestion du domaine privé
- § 2 – Les contentieux réservés "par nature" au juge judiciaire
 - A – Le droit des personnes
 - B – La protection de la propriété et des droits fondamentaux
 - 1 – Les textes
 - 2 – Les jurisprudences
 - a – La voie de fait
 - α – Les conditions
 - β – Le régime juridique
 - b – L'emprise irrégulière

Section II – Les dérogations légales au principe

Sous-section 1 – La responsabilité du fait des enseignants

Sous-section 2 – La responsabilité du fait des véhicules

Chapitre III – Le règlement des difficultés de compétence

Section I - Le Tribunal des conflits

Sous-section 1 – La composition

Sous-section 2 – Un juge du fond

Section II - Les conflits

Sous-section 1 - Le règlement des conflits

- § 1 - Le conflit positif
 - A – Les juridictions concernées
 - B – La procédure
- § 2 - Le conflit négatif

Sous-section 2 - La prévention des conflits

- § 1 – La prévention des conflits négatifs
- § 2 – La prévention des difficultés

Second semestre

Introduction

1ERE PARTIE – LES FINS

Chapitre 1 – Le service public

Section I - Le concept

Sous Section 1 – L'unité de la définition

- § 1 - Une activité d'intérêt général
 - A – La spécificité du but de l'activité
 - 1 - Intérêt général et intérêt privé
 - 2 – La satisfaction prioritaire de l'intérêt général
 - B – La diversité des activités
 - 1 – La variabilité
 - 2 – Le contenu
- § 2 - Une activité maîtrisée par une personne publique
 - A – La nécessité d'une personne publique
 - B – Le rattachement à une personne publique
 - 1 – Le rattachement direct
 - 2 – Le rattachement indirect
 - a – L'existence d'un acte de délégation
 - b – L'absence d'un acte de délégation
 - α – Le faisceau d'indices
 - α – Le faisceau d'indices
- § 3 - L'indifférence du régime exorbitant
 - A – Les arguments favorables
 - B – L'erreur de raisonnement

Sous-section 2 – La dualité des catégories

- § 1 – La distinction des SPA et des SPIC
 - A - Le mécanisme de la distinction
 - 1 – Les critères des SPIC
 - a – L'objet du service
 - b – Le financement
 - c – L'organisation et le fonctionnement
 - 2 – Le caractère cumulatif des critères
 - B – Les conséquences de la distinction
 - 1 – Le droit applicable
 - 2 – Un choix encadré
- § 2 – Le rejet des services publics sociaux

Section II - Le régime

Sous-section 1 - La création

- § 1 – Les titulaires du pouvoir de création
- § 2 – L'exercice du pouvoir de création

- A – Le principe de liberté
- B – Les limites du principe
 - 1 - La création obligatoire
 - 2 - La création limitée
- Sous-section 2 - Les modes de gestion
 - § 1 - La gestion directe
 - § 2 - La gestion déléguée
 - A – La définition des conventions de délégation de service public
 - B – La diversité des conventions de délégation de service public
 - 1 - La concession
 - 2 – L’affermage
 - 3 – La régie intéressée
- Sous-section 3 - Les lois du service public
 - § 1 - Le principe d'égalité
 - A – La conception du principe d'égalité
 - B – Le contenu du principe d'égalité
 - § 2 - Le principe de continuité
 - § 3 - Le principe d'adaptabilité
 - § 4 – La gratuité

Chapitre II – L'ordre public

Section I - La protection de l'ordre public

Sous-section 1 – Les composantes de l'ordre public

- § 1 - Les composantes élémentaires
- § 2 - Les composantes complémentaires
 - A – La moralité publique
 - B – La dignité de la personne humaine
 - C – L'esthétique

Sous-section 2 – Les composantes de la police

- § 1 – Les enjeux de la distinction entre les polices administrative et judiciaire
- § 2 - La distinction des polices administrative et judiciaire
 - A – Le critère de distinction
 - B – Les difficultés de la distinction

Sous-section 3 – Les composantes de la police administrative

- § 1 - La distinction des polices administratives générale et spéciale
- § 2 - Le concours des mesures de police
 - A – Les concours avec la police générale
 - 1 – Le concours entre mesures de polices générales
 - 2 – Les concours de mesures de police générale et spéciale
 - B – Les concours de polices spéciales

Section II - Le pouvoir de police administrative

Sous-section 1 – La compétence

- § 1 – Les titulaires
 - A – Les titulaires du pouvoir de police spéciale
 - B – Les titulaires du pouvoir de police générale
 - 1 – Le titulaire à l'échelon national
 - 2 – Les titulaires à l'échelon local

- a – Le préfet
 - b – le maire
- § 2 – L’usage du pouvoir de police
 - A – Un usage personnel
 - B – Un usage non absolument discrétionnaire
- Sous-section 2 – Les mesures
 - § 1 - La substance
 - A – Un pouvoir d’interdiction
 - B – L’absence du pouvoir d’autorisation
 - § 2 – L’exigence d’adaptation

IIEME PARTIE - LES MOYENS

Chapitre 1 – Les actes administratifs unilatéraux

Section I – Le pouvoir d’action unilatérale

Sous-section 1 – Le privilège du préalable

- § 1 – Le principe
- § 2 – Les conséquences
- Sous-section 2 – Le pouvoir d’exécution d’office

Section 2 - Les actes administratifs unilatéraux

Sous-section 1 - Actes administratifs et actes de droit privé

- § 1 - Les actes administratifs des personnes privées
 - A – L’exécution d’une mission de service public par des personnes privées
 - B – L’édiction d’actes administratif unilatéraux par les personnes privées
 - 1 – Les personnes privées gérant un SPA
 - 2 – Les personnes privées gérant un SPIC
- § 2 - Les actes de droit privé des personnes publiques
 - A – La gestion des SPIC
 - B – La gestion du domaine privé

Sous-section 2 - Actes administratifs décisaires et non décisaires

- § 1 - Les actes administratifs décisaires
 - A – La notion de décision
 - 1 – L’expression d’un commandement
 - 2 – L’objet du commandement
 - B – La diversité des décisions administratives
 - C - Recevabilité et décision administrative
 - 1 – Les actes préparatoires
 - 2 – Les mesures d’ordre intérieur
- § 2 - Les actes administratifs non décisaires
 - A – Les circulaires
 - B - Les directives
 - C - Les autres actes non décisaires
 - 1 – Les vœux
 - 2 – Les avis
 - 3 – Les mises en demeure

Sous-section 3 - Décisions réglementaires et non réglementaires

§ 1 - Les deux catégories de décisions

A – La distinction des décisions réglementaires et des décisions non réglementaires

1 – L'acte réglementaire

2 – L'acte non réglementaire

B – Les conséquences de la distinction

§ 2 - Les deux catégories de décisions non réglementaires

A – L'acte individuel

B – La décision d'espèce

Section 3 - L'autorité de chose décidée

Sous-section 1 - Les conditions

§ 1 - L'élaboration

A - La compétence

1 – Les composantes de la compétence

2 – Les assouplissements de la compétence

a – Les conditions

b – Les deux types de délégation

B - La procédure

1 – La consultation

a – L'avis simple

b – L'avis conforme

2 – La contradiction

C – La forme

§ 2 - L'entrée en vigueur

A – L'existence de la décision

B – L'opposabilité

1 – L'opposabilité, conséquence de la publicité

2 – Les modalités de la publicité

a – Les actes réglementaires

b – Les actes non réglementaires

3 – L'accès aux documents administratifs

a – Les documents administratifs

b – La procédure

C – L'applicabilité

Sous-section 2 - Les effets

§ 1 – Les garanties

§ 2 – La modulation

A – La rétroactivité

1 – Le principe de non-rétroactivité

2 – Les dérogations

B – La disparition des effets

1 – Les droits créés

2 – L'abrogation et le retrait

a – L'abrogation

α - Les actes réglementaires

β - Les actes non réglementaires

b - Le retrait

IIIEME PARTIE – LES LIMITES

Chapitre 1 – Le principe de légalité

Section I - La légalité

Sous-section 1 – La consistance

§ 1 – Les composantes de la légalité

§ 2 - Le respect de la légalité

A – Les actes soumis

B – Les modalités de la soumission

1 – Le rapport de soumission

2 – Les garanties de la soumission

Sous-section 2 - Les assouplissements de la légalité

§ 1 – Les assouplissement textuels

§ 2 – L'assouplissement jurisprudentiel

Section II - Le contrôle de la légalité

Sous-section 1 - Les vices contrôlés

§ 1 - La légalité externe

A - La compétence

B – Le vice de forme

C – Le vice de procédure

§ 2 - La légalité interne

A - Les motifs

1 – L'erreur de fait

2 – La qualification juridique des faits

3 – L'erreur de droit

B - Le but

Sous-section II - L'étendue du contrôle

§ 1 - La légalité intrinsèque

1 – Le contrôle minimum

2 - Le contrôle restreint

3 - Le contrôle normal

§ 2 - La légalité extrinsèque

Chapitre 2 – Les principes de la responsabilité

Section I - Les constantes

Sous-section I – Le fait dommageable

§ 1 – La victime

A – Les caractères du préjudice

1 - Un dommage certain

2 – Un préjudice personnel

B – Les types de préjudice

1 – Les préjudices matériels

2 – Les préjudices immatériels

C – La réparabilité du préjudice

1 – L'irréparabilité en raison du préjudice en cause

2 – L'irréparabilité en raison de la situation de la victime

§ 2 - Le fait générateur

A – L'analyse du lien de causalité

B – La considération des causes étrangères

1 – Les causes étrangères d'application générale

2 – Les causes étrangères propres à la responsabilité pour faute

Sous-section 2 – Un fait imputable

§ 1 – La distinction de la faute de service et de la faute personnelle

A – La faute de service

B – La faute personnelle

1 – La faute personnelle dans l'exercice des fonctions

2 – La faute personnelle non dépourvue de lien avec le service

3 – La faute personnelle dépourvue de lien avec le service

§ 2 - Les conséquences de la distinction

A – Les actions de la victime

B - Les actions de la personne condamnée

Sous-Section 3 – Un fait réparé

§ 1 – Les modalités de la réparation

A – Une réparation par équivalent

B – La date d'évaluation du préjudice

§ 2 – Le principe de la réparation intégrale

Section II – Les variables

Sous-section 1 – La responsabilité pour faute

§ 1 – La faute

A – La consistance de la faute

B – La preuve de la faute

§ 2 - La gravité de la faute

A – La réduction du champ de la faute lourde

B – Le champ résiduel de la faute lourde

1 – La justice

a – La justice judiciaire

b – La justice administrative

2 – La police

3 – Le fisc

4 – Les activités de contrôle

Sous-section 2 - La responsabilité sans faute

§ 1 - Le risque

A – Le risque-profit

B – Le risque-danger

1 – Les choses dangereuses

2 – Les méthodes dangereuses

C – Le risque-aléa

§ 2 - La rupture de l'égalité devant les charges publiques

A – Les dommages non accidentels de travaux publics

B – Les dommages du fait des actes légaux

- 1 - Les décisions administratives légales
- 2 - Les lois et traités
- § 3 - Les régimes législatifs
 - A – Les attroupements
 - B – Les fonds d'indemnisation